

Bachar el-Assad à nouveau accusé de crimes

RÉSEAU VOLTAIRE | 3 DÉCEMBRE 2013

ESPAÑOL



La Haut commissaire aux Droits de l'homme des Nations unies, la Sud-africaine Navi Pillay, a déclaré que la Commission d'enquête qu'elle a créée à propos des crimes commis en Syrie avait accumulé quantité de preuves de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. « *Les preuves indiquent une responsabilité au plus haut niveau du gouvernement, y compris du chef de l'État* », a-t-elle ajouté.

La Haut commissaire préconise donc le déferement du président Bachar el-Assad devant une juridiction internationale.

La Syrie se retrouve de facto dans la situation qu'elle connaissait après l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri. De hauts fonctionnaires des Nations unies, ainsi que plusieurs États (États-Unis, France, Royaume-Uni, Allemagne, Arabie saoudite) avaient accusé le président Bachar el-Assad d'avoir commandité le meurtre. Cependant, après deux ans de fortes tensions, l'instance administrative libano-onusienne intitulée Tribunal spécial pour le Liban (mais dépourvue des caractéristiques des cours internationales) avait abandonné les poursuites, toute l'accusation s'avérant basée sur de faux témoignages. Par la suite, le Hezbollah

a montré qu’Israël avait procédé au repérage précédant l’attentat et Thierry Meyssan a démontré que l’arme utilisée pour commettre le crime était fondée sur une technologie avancée dont seule l’Allemagne disposait à l’époque [1]. Le Tribunal spécial pour le Liban devrait débiter ses auditions en 2014, soit neuf ans après les faits.

Avant d’être Haut commissaire pour les Droits de l’homme, Navi Pillay a été juge au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). On lui doit d’avoir fait qualifier les viols de masse de « génocide ».

Bachar el-Assad est président de la République arabe syrienne depuis 2000. Depuis l’adoption d’un ultimatum, le *Syrian Accountability Act*, le 12 décembre 2003, les États-Unis essayent par tous les moyens de le contraindre à démissionner.

[1] « [Révélations sur l’assassinat de Rafiq Hariri](#) », par Thierry Meyssan, Odnako (Fédération de Russie), Réseau Voltaire, 29 novembre 2010.

Source : « Bachar el-Assad à nouveau accusé de crimes », *Réseau Voltaire*, 3 décembre 2013, www.voltairenet.org/article181339.html